



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

30 août – 5 septembre 2017

Aperçu général

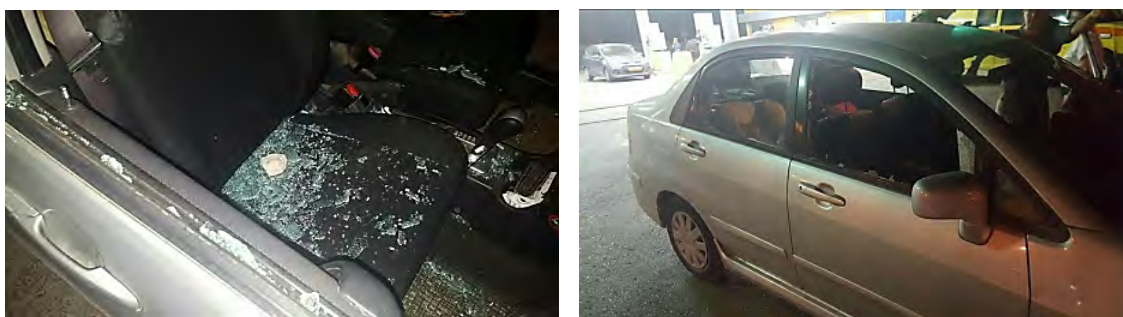
- ◀ Cette semaine, **aucune attaque n'a été signalée** en Judée-Samarie, et aucune roquette n'a été tirée de la bande de Gaza sur le Sud d'Israël. Les forces de sécurité israéliennes ont poursuivi leurs activités préventives. Dans ce contexte, elles ont fermé la station de radio Minbar al-Hurriya (qui appartient au réseau de médias al-Hurriya) à Hébron. Selon le porte-parole de Tsahal, la station a été fermée en raison de programmes d'incitation encourageant des activités terroristes diffusés régulièrement.
- ◀ Les difficultés économiques et la crise de l'électricité dans la bande de Gaza continuent. En visite dans la bande de Gaza, **le secrétaire général des Nations Unies et le Président de la Croix Rouge Internationale** ont fait référence à la crise humanitaire. A l'occasion d'une rencontre avec des hommes d'affaires de la bande de Gaza, Yahya Al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza, a souligné les efforts visant à résoudre les problèmes économiques de la population.
- ◀ Les Palestiniens ont vivement condamné une directive du ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman visant à mettre en place d'une **administration municipale autonome pour la communauté juive de Hébron**. D'après les Palestiniens, la création d'une autorité distincte au sein de la ville de Hébron est en contradiction avec les résolutions internationales et est une tentative d'imposer la souveraineté israélienne.

La situation en Judée-Samarie

Manifestations, affrontements et émeutes

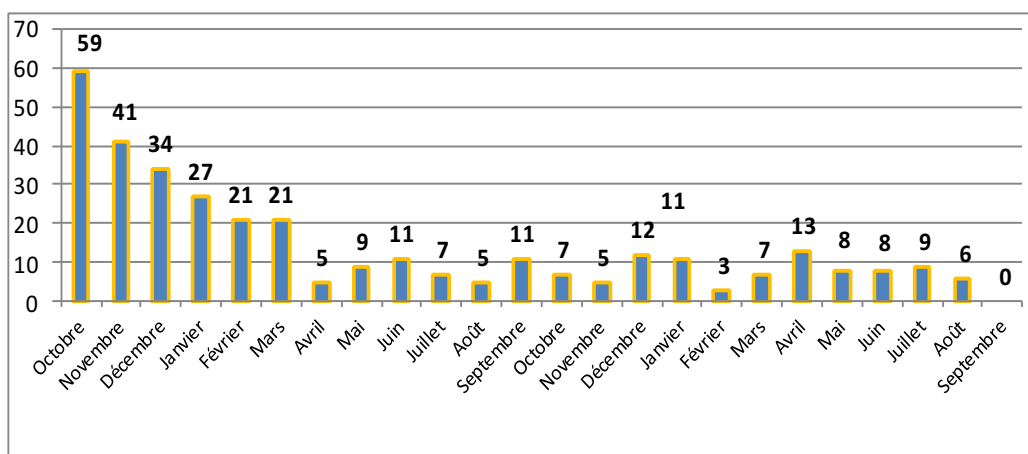
- ◀ Les tirs de pierres et de cocktails Molotov se sont poursuivis. Les forces de sécurité israéliennes ont continué leurs activités antiterroristes en Judée-Samarie, arrêtant plusieurs dizaines de Palestiniens soupçonnés d'activité terroriste et saisissant des armes et des objets utilisés dans les émeutes. Ci-après les principaux événements :

- ◆ **Le 4 septembre 2017** – Durant une activité des forces de sécurité dans le **village de Naaleen** (région de Binyamin), une cache d'armes a été découverte, abritant notamment un fusil artisanal et des munitions (Page Facebook Red Alert, 4 septembre 2017).
- ◆ **Le 3 Septembre 2017** - Un cocktail Molotov et des pierres ont été lancés sur une force de Tsahal opérant dans le village de **Deir Abu Mash'al** (Nord-Ouest de Ramallah). Un soldat de Tsahal a été légèrement blessé (Page Facebook Red Alert, 3 septembre 2017).
- ◆ **Le 2 Septembre 2017** - Des coups de feu ont été tirés sur un véhicule israélien dans le **village de Shuqba**, au Nord-Ouest de Ramallah. Il n'y a eu ni blessé ni dégât (Page Facebook Red Alert, 2 septembre 2017).
- ◆ **Le 1^{er} septembre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont lancé une vaste opération pour rechercher des armes dans le **village de Beit Ur al-Fauqa**, à l'Ouest de Ramallah. Cinq armes improvisées ont été trouvées dans l'une des maisons, avec d'autres armements et des équipements militaires (Page Facebook Red Alert, 1^{er} septembre 2017).
- ◆ **Le 1^{er} septembre 2017** - Des pierres ont été lancées sur un bus sur la route reliant le **Gush Etzion à Hébron**. Il n'y a pas eu de blessé. L'autobus a été endommagé (Page Facebook Red Alert, 1^{er} septembre 2017).
- ◆ **Le 1^{er} septembre 2017** - Des pierres ont été lancées sur un véhicule israélien près du **Caveau des Patriarches** à Hébron. Il n'y a eu aucun blessé et aucun dégât n'a été signalé (Page Facebook Red Alert, 1^{er} septembre 2017).



**Véhicule israélien touché par des pierres au Nord-Est de Ramallah
(Compte Twitter Al-Risala, 28 août 2017)**

Principaux attentats de l'année écoulée¹



Fermeture d'une station de radio à Hébron

◀ Les forces de sécurité israéliennes ont fermé la station de radio Minbar al-Hurriya (qui appartient au réseau de médias al-Hurriya) à Hébron et ont saisi du matériel. Selon le porte-parole de Tsahal, la station a été fermée en raison de programmes d'incitation encourageant le terrorisme diffusés régulièrement (Porte-parole de Tsahal, 31 août 2017). Le ministère palestinien des Communications a condamné la fermeture de la station et a appelé à défendre la liberté de la presse par le biais de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (Al-Quds Al-Arabi, 1^{er} septembre 2017). En même temps, le directeur de la station Ayman Al-Qawasmi a qualifié la fermeture de "barbare". Qawasmi a accusé l'Autorité Palestinienne et son gouvernement de ne pas accorder de protection adéquate aux institutions et aux résidents des territoires sous leur contrôle (zone A) (Al Qods News, 31 août 2017)². Le 4 septembre 2017, le réseau al-Hurriya a annoncé le lancement d'une nouvelle station de radio nommée Minbar Al Qods, qui opèrera du même endroit que la station fermée et avec le même personnel (Réseau al-Hurriya, 4 septembre 2017).

¹ Les principales attaques consistent en des fusillades, des attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier et la pose d'engins piégés et ne comprennent pas les tirs de pierres et de cocktails Molotov.

² Plusieurs jours après la fermeture de la station, les forces de sécurité de l'AP ont arrêté Ayman Al-Qawasmi, le directeur de la station, après qu'il ait appelé Abu Mazen et Rami Hamdallah à démissionner après la fermeture de la radio (Compte Twitter Omamah, 3 septembre 2017).



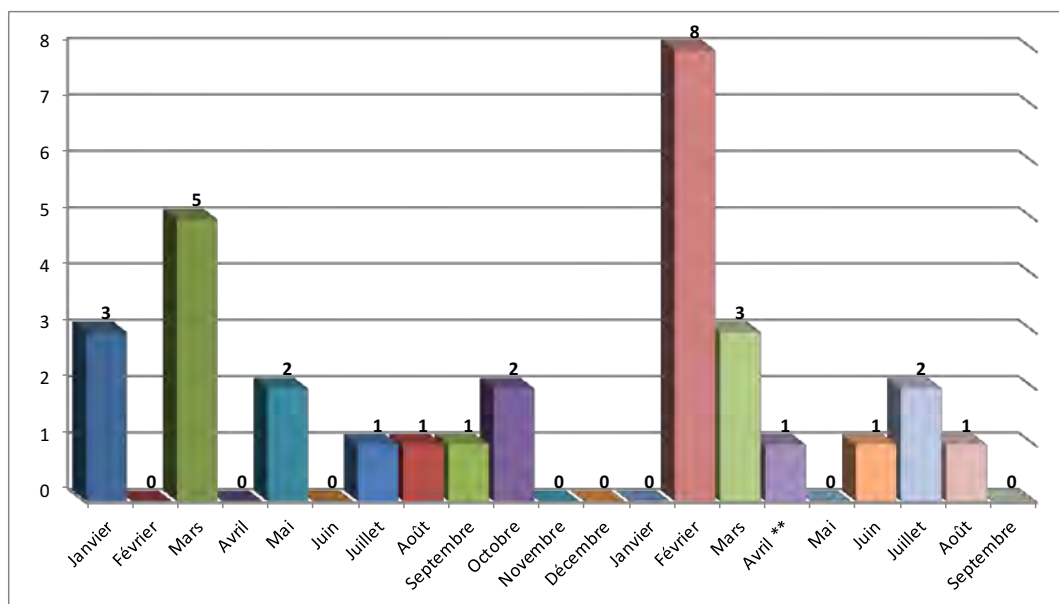
Ayman Al-Qawasmi, le directeur de la radio Minbar Al-Hurriya, interviewé par Paltoday, la chaîne de télévision affiliée au Jihad Islamique Palestinien (Page Facebook du réseau Al-Hurriya, 2 septembre 2017)

Le Sud d'Israël

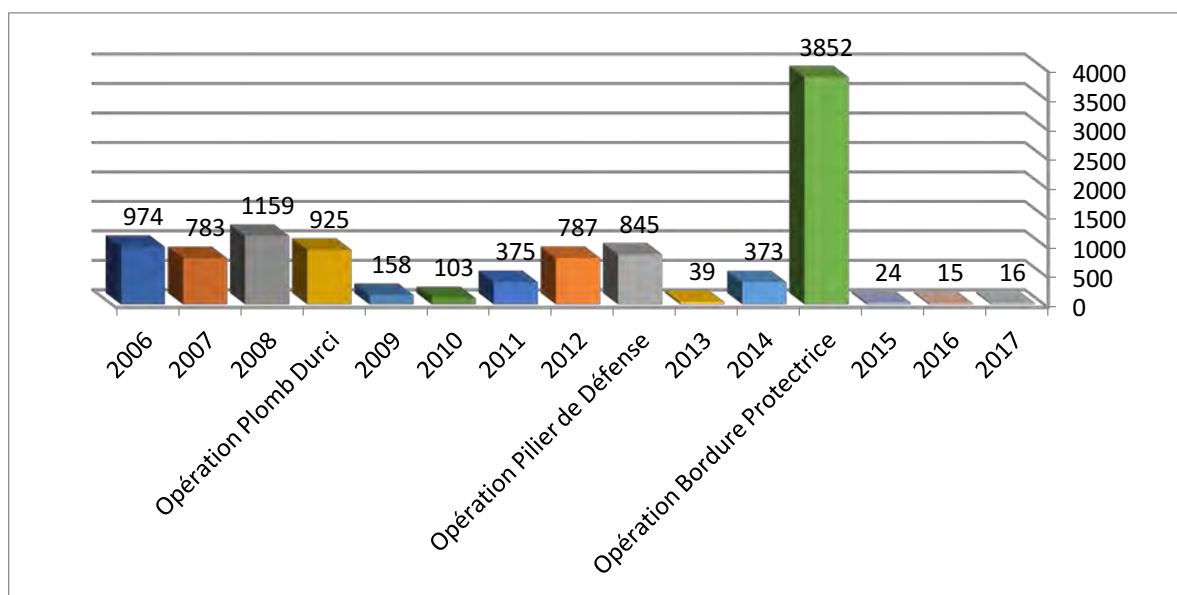
Tirs de roquettes en Israël

◀ Au cours de la semaine, aucune roquette n'a été tirée en territoire israélien.

Répartition mensuelle des tirs de roquettes



Répartition annuelle des tirs de roquettes



La situation humanitaire dans la bande de Gaza

◀ La situation humanitaire dans la bande de Gaza, les difficultés économiques et la crise de l'électricité ont été ressenties dans la bande de Gaza au cours de l'Eid Al-Adha. En l'absence de demande, cette année, une baisse a été ressentie dans l'entrée de marchandises dans la bande de Gaza. Le **chef du département des relations publiques de la compagnie électrique de Gaza à Rafah, Abdullah Al-Najili**, a signalé que, le 31 août 2017, les lignes égyptiennes alimentant le Sud de la bande de Gaza en électricité ont repris leurs opérations (Alwatanvoice, 31 août 2017). **Mohammed Thabit, porte-parole de la compagnie électrique**, a déclaré que si les trois sources d'électricité sont exploitées sans dysfonctionnement, six heures d'électricité seront fournies par jour durant la période de la fête (Aïd Al-Adha Shehab, 31 août 2017).

◀ A l'occasion d'une réunion avec des représentants de la communauté des affaires dans la bande de Gaza, **Yahya Al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza** a souligné les efforts visant à résoudre les problèmes économiques de la population et les tentatives d'alléger ses souffrances. Il a affirmé que les contacts avec l'Egypte se poursuivent et que l'accent des pourparlers est mis sur le développement du commerce et de l'économie, la mise en place d'une zone de libre-échange et l'augmentation de la fourniture d'électricité à la bande de Gaza (Site Internet du Hamas, 30 août 2017).



Rencontre entre Yahya Al-Sinwar et des hommes d'affaires palestiniens dans la bande de Gaza (Site Internet du Hamas, 30 août 2017) La délégation était dirigée par Ali Al-Hayek, Président de l'Association des hommes d'affaires palestiniens dans la bande de Gaza.

Visite du Président de la Croix-Rouge dans la bande de Gaza

◀ **Peter Maurer, Président de la Croix-Rouge internationale**, est arrivé le 5 septembre 2017 pour une brève visite dans la bande de Gaza via le terminal d'Erez. Il s'est entretenu avec Yahya al-Sinwar et a également rencontré des membres de la société civile dans la bande de Gaza. Il s'est rendu sur les plages de Gaza afin d'examiner de près la pollution causée par le déversement des eaux d'égout dans la mer (Elresala.net, 5 septembre 2017).



Rencontre entre le Président de la Croix-Rouge internationale, Peter Maurer, et Yahya Al-Sinwar à Gaza (Safa, 5 septembre 2017)

Ouverture d'un cinéma dans la bande de Gaza

◀ Le 26 août 2017, le cinéma Al-Samer a ouvert dans la bande de Gaza **pour la première fois en trois décennies**. Plusieurs centaines d'hommes et de femmes sont arrivés au cinéma pour la première projection d'un film intitulé Dix ans, qui porte sur le **conflit israélo-**

palestinien du point de vue des Palestiniens incarcérés dans des prisons israéliennes.

Le cinéma a ouvert ses portes dans le bâtiment qui abritait le premier cinéma de la bande de Gaza qui avait ouvert en 1944, et qui a fermé en 1987 après le déclenchement de la première Intifada (AFP, 27 août 2017 ; palsawa, 26 août 2017). Le responsable du département des arts au ministère de la Culture a déclaré que le ministère n'a pas de problème avec l'ouverture du cinéma, tant que les films projetés ne sont pas en contradiction avec les principes et les valeurs "public" (Al-Istiqlal, 31 août 2017).



Droite : Le cinéma Al-Samer. Gauche : L'auditoire lors de l'ouverture (palsawa, 26 août 2017)

L'Eid al-Adha dans la bande de Gaza



Yahya Al-Sinwar reçoit des visiteurs à son domicile à Khan Yunis
(Page Facebook du réseau de communication de Khan Yunis, 2 septembre 2017)



Ismail Haniyeh reçoit des visiteurs à son domicile dans le camp de réfugiés d'Al-Shati à Gaza. Droite : Cheikh Taha Al-Astal, Président de la Commission de réconciliation de la ville d'Al-Qarara (Compte Twitter du cheikh Taha Al-Astal, 2 septembre 2017). Gauche : Adham Abu-Salmiah, membre du Hamas et vice-président de l'Association de bienfaisance de Deir Al-Balah (Compte Twitter d'Abu-Salmiah, 3 septembre 2017).

L'Autorité Palestinienne

Visite du secrétaire général de l'ONU en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza

- ◀ Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, est arrivé pour une brève visite en Israël et dans l'Autorité Palestinienne pour la première fois depuis son entrée en fonction. Au cours de sa visite à Ramallah, il a rencontré Rami Al-Hamdallah, le Premier ministre du gouvernement de consensus national et s'est également rendu dans la bande de Gaza pour une visite qui a duré plusieurs heures.
- ◀ Le secrétaire général a rencontré des employés de l'UNRWA dans la bande de Gaza et a exprimé son soutien à leur travail. Il a annoncé l'octroi de quatre millions de dollars à un plan d'urgence de l'UNRWA. Au cours de sa visite dans la bande de Gaza, des familles de détenus ont manifesté contre sa décision de ne pas les rencontrer (Al Aqsa, 30 août 2017).



**Conférence de presse du secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres dans une école de l'UNRWA au Nord de la bande de Gaza
(Compte Twitter du porte-parole de l'ONU, 30 août 2017)**

- ◀ Le secrétaire général a exprimé sa sympathie pour la situation humanitaire dans la bande de Gaza et a appelé la communauté internationale à soutenir les habitants de Gaza (Pal Info, 30 août 2017). Il a également souligné l'importance de la relance du processus de paix, notamment la volonté de mettre en œuvre la solution à deux Etats, qui comprend l'engagement vis-à-vis de toutes les résolutions de l'ONU (Pal Info, 30 août 2017).

◀ Le gouvernement de consensus national s'est félicité de la visite du secrétaire général et a souligné la responsabilité de l'ONU au sujet de la question de Palestine. Le gouvernement a demandé au secrétaire général d'adopter les idéaux exprimés dans la charte des Nations Unies et de mobiliser des moyens en vue de parvenir à une solution juste à la question palestinienne. Le gouvernement a aussi exigé que l'ONU s'acquitte de ses résolutions et a souligné la **nécessité qu'Israël respecte le droit international** (Wafa, 29 août 2017). Le porte-parole du Hamas et d'autres hauts responsables de l'organisation ont exprimé leur satisfaction suite à la visite du secrétaire général dans la bande de Gaza, tout en soulignant leur inquiétude au sujet de son soutien à Israël et de son refus de rencontrer les familles de prisonniers.

◀ Au cours de sa visite à Ramallah, le secrétaire général a rencontré plusieurs membres de la famille de chahids et de Palestiniens incarcérés dans des prisons israéliennes. **Saeb Erekat**, secrétaire du comité exécutif de l'OLP, **Riadh Mansour**, observateur de l'Autorité Palestinienne à l'ONU, et **Issa Karaka**, chargé de la question des prisonniers étaient présents à la réunion. Les familles ont appelé le secrétaire général des Nations Unies à travailler à "sauver la vie" de plus de 6 500 détenus dans les prisons israéliennes (Quds.net, 29 août 2017).



Droite : Rami Hamdallah rencontre le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres (Wafa, 29 août 2017). Gauche : Des familles de prisonniers palestiniens bloquent le convoi du secrétaire général de l'ONU à Gaza (Site Internet Qudsn, 30 août 2017)

Condamnation de la décision d'Israël de mettre en place un organisme municipal indépendant à Hébron

◀ Sur instruction du ministre israélien de la défense Avigdor Lieberman, le commandement central de Tsahal a signé un décret visant à mettre en place une administration municipale pour la communauté juive de Hébron. En fonction de l'ordre, la communauté juive de

Hébron sera représentée par une administration, ce qui permettra aux résidents de bénéficier de services municipaux dans divers domaines. Le comité local sera indépendant de l'autorité municipale de Hébron.

◀ La signature de l'ordre a suscité de **vives condamnations** chez les Palestiniens qui le considèrent comme contraire aux résolutions internationales et comme une tentative d'imposer la souveraineté israélienne à Hébron. **Le ministère des Affaires étrangères de l'Autorité Palestinienne** a affirmé qu'il s'agissait d'une décision illégale en contradiction avec le droit international et les accords existants et ne tenant pas compte des efforts de l'administration américaine de relancer le processus de négociation (Wafa, 3 septembre 2017). Des dizaines de résidents palestiniens ont organisé un rassemblement dans la vieille ville de Hébron (Quds.net, 3 septembre 2017).



Manifestation organisée par un groupe de Hébron intitulé "Les jeunes contre les implantations". (Droite : Page Facebook de l'organisation, 3 septembre 2017 ; Gauche : page Facebook du réseau de communication de Hébron, 3 septembre 2017)

◀ Ci-après quelques réponses :

- ◆ **Saeb Erekat, secrétaire du comité exécutif de l'OLP**, a appelé la communauté internationale et avant tout les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie à prendre des mesures immédiates pour forcer Israël à revenir sur sa décision. Il a appelé à mettre fin à la construction de localités illégales et à tenir Israël pour responsable des violations systématiques des résidents des implantations et de leurs crimes contre le peuple palestinien, qui sont contraires au droit international. (Wafa, 3 septembre 2017).
- ◆ **Yousef Al-Mahmoud, porte-parole du gouvernement de consensus national**, a déclaré que le "projet des implantations" du gouvernement israélien **s'oppose à toute**

chance de continuer l'activité politique et met un terme définitif aux efforts internationaux (Wafa, 4 septembre 2017).

◆ **Oussama Al-Kawasmi, porte-parole du Fatah**, a déclaré que la décision d'Israël était grave et contraire à tous les accords internationaux et était une véritable mise en œuvre d'un **régime d'apartheid**. Il a ajouté qu'il s'agit d'une tentative de séparation visant à judaïser la ville. Il a appelé à adopter des mesures immédiates à tous les niveaux : populaires, juridiques et diplomatiques et a exhorté la communauté internationale à prendre des mesures immédiates sur la question palestinienne (Wafa, 2 septembre 2017).

◆ **Kamel Hamid, gouverneur de Hébron**, a déclaré que la décision d'Israël d'accorder aux résidents de Hébron le pouvoir de gérer leurs propres affaires était la plus dangereuse depuis 1967, et pourrait ouvrir la voie à l'imposition de la souveraineté d'Israël et perturber l'ensemble de l'ordre politique dans la région. Il a dit que cela conduirait au chaos et déstabiliserait la Judée-Samarie. Il a ajouté que la décision était contraire au droit international et reflète le radicalisme du gouvernement (Wafa, 2 septembre 2017).

◆ **Abdul Latif Qanou, porte-parole du Hamas**, a déclaré que la décision de permettre aux résidents des implantations de mettre en place un conseil pour gérer leurs affaires et fournir des services locaux à Hébron est une **violation et constitue une "ligne rouge"**. Il a dit qu'Israël porte la responsabilité des résultats de cette mesure et a appelé la communauté internationale et les Nations Unies à faire pression sur Israël pour l'obliger à cesser ses "crimes" (Site internet du Hamas, 4 septembre 2017).

Déclarations au sujet de la visite de la délégation américaine chargée de relancer le processus de paix

◀ **Mohammad Ishtayeh, membre du comité central du Fatah**, a déclaré que si les Américains ne remplissent pas les demandes palestiniennes dans la médiation du processus de paix, les Palestiniens ont plusieurs options à leur disposition, la principale étant la conclusion d'un accord interne de réconciliation palestinienne. Cette mesure conduira selon lui à la convocation du Conseil national palestinien et à la formation d'une nouvelle stratégie opérationnelle. Il a affirmé que le processus de médiation a deux aspects: une entité de liaison chargée d'amener les deux parties à la table des négociations et la

proposition de solutions claires. Il a dit que les Palestiniens ne savent pas lequel de ces deux rôles les Etats-Unis cherchent à jouer dans les négociations avec Israël. Selon lui, il a été convenu que la délégation américaine poursuivra ses discussions et ses réunions jusqu'à ce qu'elle ait formé son opinion sur le sujet, sans l'élaboration d'un calendrier. Au sujet de la **suspension de la coordination en matière de sécurité avec Israël**, Ishtayeh a déclaré que selon lui, ce gel est toujours en place et que cette décision avait été prise pour le bien du peuple palestinien après les mesures prises par Israël à Jérusalem. Il a souligné que les Palestiniens n'étaient pas intéressés à faire marche arrière (Al-Quds, 30 août 2017).

Tentative palestinienne de faire dérailler une réunion au sommet d'Israël et des pays africains

◀ Le 23 octobre 2017, une réunion au sommet d'Israël et des pays d'Afrique se réunira pour la première fois au Togo. Lors de cette réunion, Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, devrait rencontrer les dirigeants des pays africains et discuter de questions de coopération. Les Palestiniens tentent de faire échouer ces plans. Dans le cadre de ces efforts, **Ahmed Majdalani, membre du comité exécutif de l'OLP**, a déclaré que la direction palestinienne cherchait des moyens pour déjouer cette réunion au sommet, qui s'inscrit dans le cadre des efforts d'Israël visant à renforcer son influence dans les pays africains. Selon lui, **Abu Mazen, Président de l'Autorité Palestinienne**, s'est entretenu avec le Président turc Tayyip Erdogan et lui a demandé de faire pression sur les Etats musulmans africains afin qu'ils ne prennent pas part à la réunion et évitent la normalisation des relations avec Israël. Il a également affirmé qu'un dialogue sur cette question était en cours avec de hauts fonctionnaires dans des pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite face à l'influence de ces pays dans plusieurs pays africains (Alwatanvoice, 1^{er} septembre 2017).